

No. 469

**UNITED NATIONS
and
INTERNATIONAL CIVIL
AVIATION ORGANIZATION**

Agreement for the admission of the International Civil Aviation Organization into the United Nations Joint Staff Pension Fund. Signed at New York, on 28 February 1951

Official texts: English, French and Spanish.

Filed and recorded by the Secretariat on 2 October 1952.

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
et
ORGANISATION DE L'AVIATION
CIVILE INTERNATIONALE**

Accord concernant l'admission de l'Organisation de l'aviation civile internationale à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Signé à New-York, le 28 février 1951

Textes officiels anglais, français et espagnol.

Classé et inscrit au répertoire par le Secrétariat le 2 octobre 1952.

No. 469. AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED NATIONS AND THE INTERNATIONAL CIVIL AVIATION ORGANIZATION FOR THE ADMISSION OF THE INTERNATIONAL CIVIL AVIATION ORGANIZATION INTO THE UNITED NATIONS JOINT STAFF PENSION FUND. SIGNED AT NEW YORK, ON 28 FEBRUARY 1951

WHEREAS Article 28 of the Regulations of the United Nations Joint Staff Pension Fund, approved by the General Assembly of the United Nations on 7 December 1948,² provides that a specialized agency referred to in Article 57, paragraph 2, of the Charter shall become a member organization of the United Nations Joint Staff Pension Fund on its acceptance of these Regulations, provided that agreement has been reached with the Secretary-General of the United Nations as to any payments necessary to be made by such specialized agency to the Pension Fund in respect of the new obligations incurred by the Fund through its admission and as to the other transitional arrangements which may be necessary, including the extent to which these Regulations are to be applicable to employees of the specialized agency at the time of admission to the Fund;

WHEREAS the International Civil Aviation Organization is a specialized agency as described above, and whereas its Assembly at its Third Session authorized its Secretary-General to negotiate with the United Nations for its admission into the United Nations Pension Fund;

WHEREAS the Council of the International Civil Aviation Organization has approved the conditions of admission set forth in this Agreement;

WHEREAS, as provided in Article 28 of the Regulations of the United Nations Joint Staff Pension Fund, this Agreement has been communicated to the Joint Staff Pension Board by the representatives of the Secretary-General on that Board for observations prior to its conclusion and whereas the Joint Staff Pension Board has communicated to the Secretary-General that it has no objections to the execution of this Agreement :

¹ Came into force on 28 February 1951, by signature.

² United Nations, *Official Records of the Third Session of the General Assembly, Part I*, resolution 248 (III).

N^o 469. ACCORD¹ ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET L'ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE CONCERNANT L'ADMISSION DE L'ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE À LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES. SIGNÉ À NEW-YORK, LE 28 FÉVRIER 1951

CONSIDÉRANT que l'article 28 des Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies, approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies le 7 décembre 1948,² dispose que toute institution spécialisée visée au paragraphe 2 de l'article 57 de la Charte devient une organisation affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies dès qu'elle accepte ses Statuts, à condition qu'un accord soit intervenu avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies relativement à tous versements que l'institution spécialisée doit faire à la Caisse en raison des nouveaux engagements incombant à celle-ci du fait de l'admission de l'institution spécialisée et autres arrangements transitoires qui peuvent être nécessaires, notamment en ce qui concerne la mesure dans laquelle les Statuts deviennent applicables aux personnes qui sont au service de l'institution spécialisée au moment de l'admission de cette dernière à la Caisse;

CONSIDÉRANT que l'Organisation de l'Aviation civile internationale est une institution spécialisée répondant à la définition ci-dessus et considérant que son Assemblée, lors de sa troisième session, a autorisé son Secrétaire général à négocier avec l'Organisation des Nations Unies les conditions d'admission à la Caisse des pensions de l'Organisation des Nations Unies;

CONSIDÉRANT que le Conseil de l'Organisation de l'Aviation civile internationale a approuvé les conditions d'admission contenues dans le présent Accord;

CONSIDÉRANT que, conformément aux dispositions de l'article 28 des Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies, le présent Accord a été, préalablement à sa conclusion, communiqué au Comité mixte de la Caisse commune des pensions par les représentants du Secrétaire général à ce Comité pour permettre à celui-ci de présenter ses observations et que le Comité mixte de la Caisse commune des pensions a fait connaître au Secrétaire général que la signature du présent Accord ne soulève de sa part aucune objection :

¹ Entré en vigueur par signature, le 28 février 1951.

² Nations Unies, *Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale, première partie*, résolution 248 (III).

IT IS, THEREFORE, AGREED AS FOLLOWS :

Article 1

The International Civil Aviation Organization (hereinafter referred to as the Agency) accepts as of the first of the month following the date of signature of this Agreement, and subject to the provisions of this Agreement, the Regulations for the United Nations Joint Staff Pension Fund (hereinafter referred to as the Regulations) as applicable to itself and to the members of its Staff and becomes as from that date a member organization of the United Nations Joint Staff Pension Fund (hereinafter referred to as the Fund).

Article 2

(1) In accordance with Article 2 of the Regulations, the Agency has determined that every full time member of its staff (except those under notice of termination of service or resignation at the effective date of entry of the Agency into the Fund) shall be subject to the Regulations if he enters employment under a contract for one year or more, or when he has completed one year of employment, provided that he is under sixty years of age at the time of entering such employment and that his participation is not excluded by his contract of employment.

(2) The Secretary-General of the Agency shall promptly transmit to the Secretary of the United Nations Joint Staff Pension Board the names and other relevant data to be determined by the United Nations Joint Staff Pension Board (hereinafter referred to as the Board), pertaining to staff members becoming eligible for participation.

Article 3

(1) Within one month following the signing of this Agreement, the Secretary-General shall transmit to the Secretary of the Board a complete list of members of the staff to the Agency eligible for participation in the Fund on the effective date of the admission of the Agency.

(2) The period in respect of which a participant included in that list contributed to the Staff Provident Fund of the Agency shall be counted as contributory service, provided that transfer is made to the Fund in respect of such contributory service as provided in paragraph 3 of this Article, and provided further that there shall also be paid into the Fund by the Agency such additional sum as may be determined by the Board on the basis of a report of its Consulting

IL EST CONVENU DES DISPOSITIONS SUIVANTES :

Article premier

L'Organisation de l'Aviation civile internationale (ci-après désignée sous le nom de l'« Institution ») accepte, à dater du premier jour du mois qui suivra la signature du présent Accord et sous réserve des dispositions de celui-ci, les Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies (ci-après désignés sous le nom de « Statuts ») comme étant applicables à elle-même et aux membres de son personnel et devient, à partir de cette date, une organisation affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies (ci-après désignée sous le nom de la « Caisse »).

Article 2

1) Conformément aux dispositions de l'article 2 des Statuts, l'Institution a décidé que chacun de ses fonctionnaires réguliers (sauf ceux qui, au moment où l'admission de l'Institution à la Caisse prendra effet, auront reçu un préavis de congédiement ou donné préavis de leur démission) est assujetti aux Statuts lorsqu'il entre en fonctions en vertu d'un contrat d'un an ou d'une durée plus longue, ou qu'il a accompli un an de service, à condition qu'il soit âgé de moins de soixante ans au moment où il entre en fonctions et que son contrat n'exclue pas son affiliation à la Caisse.

2) Le Secrétaire général de l'Institution communiquera sans retard au Secrétaire du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies les noms des membres du personnel remplissant les conditions requises pour devenir membres de la caisse, ainsi que tous autres renseignements pertinents sur les intéressés que le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies (ci-après désigné sous le nom de « Comité mixte ») jugera nécessaires.

Article 3

1) Dans un délai d'un mois à compter de la signature du présent Accord, le Secrétaire général communiquera au Secrétaire du Comité mixte une liste complète des membres du personnel de l'Institution qui remplissent les conditions requises pour devenir membres de la Caisse à la date à laquelle l'admission de l'Institution prend effet.

2) La période pendant laquelle un membre de la Caisse dont le nom figure sur cette liste a fait des versements à la Caisse de prévoyance du personnel de l'Institution sera comprise dans la période d'affiliation, à condition que les fonds afférents à cette période d'affiliation soient versés à la Caisse commune des pensions du personnel conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent article et que, par ailleurs, l'Institution verse également au fonds

Actuary to be necessary in respect of the obligations incurred by the Fund through the counting of such period as contributory service. Such additional sum shall become payable when the Board advises the Agency of the determination it has made.

(3) With the transmittal of the list referred to in paragraph 1 hereof, the Agency shall transfer to the Fund on behalf of those persons for whom contributory service is purchased in accordance with paragraph 2 of this Article an amount equal to twenty-one percent of their pensionable earnings during their period of membership in the Staff Provident Fund.

(4) The amount transferred by the Agency to the Fund under paragraph 3 of this Article shall be treated to the extent of twelve percent of pensionable earnings during the relevant period of membership in the Staff Provident Fund as provided in the regulations for amounts transferred from the Provident Fund at the time of entry in the Pension Fund, provided that in respect of those participants who contributed into the Provident Fund of the Agency at the rate of five percent only of their pensionable earnings, two percent of their pensionable earnings during the period involved shall be repayable direct to the Organization and the balance of ten percent to such participants.

(5) The earliest date from which employment with the Agency can be reckoned for the purpose of establishing contributory service under this Article of this Agreement shall be the first day of March 1948.

Article 4

(1) Any portion of the period in respect of which a participant included in the list referred to in paragraph 1 of Article 3 of this Agreement contributed to the Staff Provident Fund of the Provisional International Civil Aviation Organization shall be counted as contributory service provided that transfer is made to the Fund in respect of such contributory service as provided in paragraph 2 of this Article, and provided further that there shall also be paid into the Fund by the Agency such additional sum as may be determined by the Board on the basis of a report of its Consulting Actuary to be necessary in respect of the obligation incurred by the Fund through the counting of such period as contributory service. Such additional sum shall become payable when the Board advises the Agency of the determination it has made.

(2) Within one year of the signing of this Agreement the Agency shall transfer to the Fund on behalf of those staff members for whom contributory service is purchased in accordance with paragraph 1 of this Article an amount

la somme complémentaire que le Comité, en se fondant sur un rapport établi par son actuaire-conseil, jugera éventuellement devoir être versée au titre des obligations assumées par la Caisse en considérant ladite période comme une période d'affiliation. Cette somme complémentaire deviendra exigible lorsque le Comité aura fait part à l'Institution de la décision qu'il aura prise à ce sujet.

3) En communiquant la liste mentionnée au paragraphe 1, l'Institution virera à la Caisse, au profit des personnes pour lesquelles une période d'affiliation a été achetée conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, un montant égal à vingt et un pour cent de leur traitement qui avait été soumis à retenue pendant leur affiliation à la Caisse de prévoyance du personnel.

4) Les montants virés à la Caisse par l'Institution en vertu des dispositions du paragraphe 3 du présent article seront, jusqu'à concurrence de douze pour cent des traitements soumis à retenue pendant la période d'affiliation à la Caisse de prévoyance du personnel, employés conformément aux dispositions des Statuts relatives aux montants virés de la Caisse de prévoyance au moment de l'affiliation à la Caisse, étant entendu qu'en ce qui concerne les participants qui n'ont versé à la Caisse de prévoyance de l'Institution que cinq pour cent de leur traitement soumis à retenue, un montant égal à deux pour cent de leur traitement soumis à retenue perçu pendant la période considérée sera remboursé directement à l'Organisation, les dix pour cent d'excédent revenant aux participants intéressés.

5) Aux fins d'établissement de la période d'affiliation conformément aux dispositions du présent article, le 1^{er} mars 1948 est la date la plus éloignée qui puisse être considérée comme date d'entrée au service de l'Institution.

Article 4

1) Toute portion de la période pendant laquelle un participant dont le nom figure sur la liste mentionnée à l'article 3, paragraphe 1, du présent Accord a fait des versements à la Caisse de prévoyance du personnel de l'Organisation provisoire de l'Aviation civile internationale sera considérée comme une période d'affiliation, à condition que les fonds afférents à cette période d'affiliation soient versés à la Caisse conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article et que l'Institution verse également à la Caisse la somme complémentaire que le Comité, en se fondant sur un rapport établi par son actuaire-conseil, jugera éventuellement devoir être versée au titre des obligations assumées par la Caisse en considérant ladite période comme une période d'affiliation. Cette somme complémentaire sera exigible lorsque le Comité aura fait part à l'Institution de la décision qu'il aura prise à ce sujet.

2) Dans un délai d'un an à compter de la signature du présent Accord, l'Institution virera à la Caisse, au profit des membres du personnel pour lesquels une période d'affiliation a été achetée conformément au paragraphe 1 du présent

equal to twenty-one percent of their pensionable earnings during the appropriate portion of the period of their participation in the Staff Provident Fund in the Provisional International Civil Aviation Organization, plus compound interest at 2.5 percent per annum from the effective date of admission of the Agency.

(3) The amount transferred by the Agency to the Fund under paragraph 2 of this Article shall be treated to the extent of twelve percent of pensionable earnings during the relevant period of membership in the PICAQ Provident Fund, as provided in the Regulations for amounts transferred from the Provident Fund at the time of entry into the Pension Fund.

(4) The earliest date from which employment with PICAQ can be reckoned for the purpose of establishing contributory service under this Article of this Agreement shall be the first day of February 1946.

(5) Contributory service can be established under Articles 3 (2) and 4 (1) in such a manner only as will establish an unbroken period of contributory service terminating on the day before the effective date of the admission of the Agency.

Article 5

All payments to be made by the Agency to the Fund in accordance with the Regulations shall be treated by the Agency as preferred debts which shall be satisfied immediately after payment of salaries due by the Agency to its staff.

Article 6

(1) Should the Agency for any reason interrupt or cease to make its payments to the Fund as required under the Regulations, the Secretary of the Board shall promptly report the facts to the Board and the Board shall determine the date as of which the Agency shall be deemed to be in default. The Board shall then cause an actuarial valuation of the Fund to be made in order to determine the sum necessary to make good the Agency's share of the deficiency, if any, revealed by such valuation, which sum shall then become payable by the Agency to the Fund.

(2) Thereafter, upon the death or cessation of service with the Agency of each participant in the employment of the Agency on the date of default, he or his designated beneficiary shall be paid the actuarial equivalent of the benefit to which he would have been entitled under Article 10 of the Regulations had he left the service of the Agency on the date of default.

(3) As soon as the Agency has made the additional contributions necessary, as determined by actuarial valuation, to restore to each such participant remaining in the employment of the Agency during the period of default his contributory

article, une somme égale à vingt et un pour cent de leur traitement soumis à retenue perçu pendant la portion appropriée de leur période d'affiliation à la Caisse de prévoyance du personnel de l'Organisation provisoire de l'Aviation civile internationale, plus les intérêts composés au taux annuel de 2,5 pour cent à partir de la date à laquelle l'affiliation de l'Institution aura pris effet.

3) Les montants virés à la Caisse par l'Institution en vertu des dispositions du paragraphe 2 du présent article seront, jusqu'à concurrence de douze pour cent des traitements soumis à retenue perçus pendant la période d'application à la Caisse de prévoyance de l'OPACI, employés conformément aux dispositions des Statuts relatives aux montants virés de la Caisse de prévoyance au moment de l'affiliation à la Caisse.

4) Aux fins d'établissement de la période d'affiliation conformément aux dispositions du présent article, le 1^{er} février 1946 est la date la plus éloignée qui puisse être considérée comme date d'entrée au service de l'OPACI.

5) La période d'affiliation pourra être établie, conformément aux dispositions de l'article 3, paragraphe 2, et de l'article 4, paragraphe 1, uniquement de manière à constituer une période d'affiliation continue se terminant la veille du jour où l'affiliation de l'Institution prendra effet.

Article 5

L'Institution considérera tous les versements qu'elle doit faire à la Caisse conformément aux Statuts comme des dettes privilégiées prenant rang immédiatement après le versement des traitements qu'elle doit à son personnel.

Article 6

1) Si, pour une raison quelconque, l'Institution vient à interrompre ou à cesser les versements qu'elle doit faire à la Caisse en vertu des Statuts, le Secrétaire du Comité mixte en avisera sans retard le Comité qui déterminera la date à partir de laquelle l'Institution sera considérée comme ayant manqué à ses obligations. Le Comité mixte fera alors procéder à une évaluation actuarielle de la Caisse, afin de déterminer la somme correspondant à la part de l'Institution au déficit éventuellement révélé par cette évaluation, somme dont l'Institution sera alors redevable envers la Caisse.

2) Par la suite, lors du décès ou de la cessation de service de chaque membre de la Caisse, employé par l'Institution à la date à laquelle celle-ci a commencé à manquer à ses obligations, l'intéressé ou l'ayant droit désigné par lui recevra l'équivalent actuariel de la prestation à laquelle il aurait eu droit aux termes de l'article 10 des Statuts s'il avait quitté le service de l'Institution à la date à laquelle celle-ci a commencé à manquer à ses obligations.

3) Dès que l'Institution aura versé les contributions supplémentaires nécessaires, d'après l'évaluation actuarielle, pour régulariser la situation de chaque membre de la Caisse resté à son service au cours de la période pendant laquelle

service prior to default and during the period subsequent to default, the prospective rights of each participant to the benefit provided in the preceding paragraph shall cease and he shall in lieu thereof be entitled to all the rights of a participant credited in accordance with the regulations with contributory service from his last date of participation prior to default.

Article 7

(1) The Agency shall furnish to the Board, at its request, information based on adequate books and records relating to participants, salary scales, changes in salaries, pensionable remuneration paid and deductions made therefrom.

(2) Procedure shall be agreed upon between the Agency and the Secretary of the Board, subject to the approval of the Board, with respect to reporting, vouchering and remittance of the contributions payable to the Fund in accordance with the Regulations by the Agency and the members of its staff who are participants in the Fund and with respect to such other administrative matters as it may be necessary to regulate for the implementation of this Agreement.

(3) The Agency shall, in consultation with the Secretary of the Board, provide adequate information to its staff concerning the Regulations of the Fund and its operation.

Article 8

This Agreement, of which the English, French and Spanish texts are equally authentic, has been duly signed in duplicate in each of these languages on the twenty-eight day of February of the year 1951.

For the United Nations :

(*Signed*) Byron PRICE
Acting Secretary-General

For the International Civil

Aviation Organization :

(*Signed*) Albert ROPER
Secretary-General

elle a manqué à ses obligations en ce qui concerne la période d'affiliation antérieure au manquement et celle qui suit le manquement, chaque membre perdra ses droits éventuels à la prestation prévue au paragraphe précédent, pour bénéficier, à la place, de tous les droits qu'aurait un membre de la Caisse dont la période d'affiliation serait calculée, conformément aux Statuts, à partir de la dernière date d'affiliation antérieure au moment auquel l'Institution a manqué à ses obligations.

Article 7

1) L'Institution fournira au Comité mixte, en les appuyant par une comptabilité et des pièces appropriées, les renseignements que celui-ci lui demandera au sujet des membres de la Caisse, des échelles de traitement, des modifications de traitement, du versement des traitements soumis à retenue et des déductions effectuées sur ces traitements.

2) L'Institution et le Secrétaire du Comité mixte, sous réserve de l'approbation du Comité, conviendront de la méthode à suivre en ce qui concerne la notification, la justification et le versement des contributions qui, conformément aux Statuts, sont dues à la Caisse par l'Institution et les membres de son personnel affiliés à la Caisse et en ce qui concerne toute autre question administrative qu'il pourra être nécessaire de régler pour appliquer le présent Accord.

3) L'Institution fournira à son personnel, en consultation avec le Secrétaire du Comité mixte, tous renseignements utiles concernant les Statuts et le fonctionnement de la Caisse.

Article 8

Le présent Accord, dont les textes français, anglais et espagnol font également foi, a été dûment signé en double exemplaire dans chacune de ces langues le vingt-huitième jour du mois de février de l'an 1951.

Pour l'Organisation des Nations Unies :

(Signé) Byron PRICE
Secrétaire général p.i.

Pour l'Organisation de l'Aviation
civile internationale :

(Signé) Albert ROPER
Secrétaire général

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

No. 469. ACUERDO CELEBRADO ENTRE LAS NACIONES UNIDAS Y LA ORGANIZACION DE AVIACION CIVIL INTERNACIONAL. FIRMADO EN NUEVA YORK, EL 28 DE FEBRERO DE 1951

CONSIDERANDO que el Artículo 28 de los Estatutos de la Caja Común de Pensiones del Personal de las Naciones Unidas, aprobados por la Asamblea General de las Naciones Unidas el 7 de diciembre de 1948, dispone que todo organismo especializado comprendido en los términos del párrafo 2 del Artículo 57 de la Carta, pasará a ser organización afiliada a la Caja Común de Pensiones del Personal de las Naciones Unidas, en cuanto acepte los presentes estatutos, previa celebración de un acuerdo con el Secretario General de las Naciones Unidas en lo referente a las sumas que dicho organismo especializado deba aportar a la Caja de Pensiones en concepto de las nuevas obligaciones contraídas por la Caja con motivo de la admisión del organismo especializado, así como acerca de otros arreglos transitorios que puedan ser necesarios, especialmente, respecto a la medida en que los presentes estatutos serán aplicables a las personas que están ya al servicio del organismo especializado en el momento de su admisión en la Caja.

CONSIDERANDO que la Organización de Aviación Civil Internacional es un organismo especializado como se ha indicado anteriormente, y considerando que su Asamblea, en el tercer período de sesiones autorizó a su Secretario General para negociar con las Naciones Unidas su admisión en la Caja de Pensiones de las Naciones Unidas.

CONSIDERANDO que el Consejo de la Organización de Aviación Civil Internacional ha aprobado las condiciones de admisión establecidas en este Acuerdo.

CONSIDERANDO que como dispone el Artículo 28 de los Estatutos de la Caja Común de Pensiones del Personal de las Naciones Unidas, este Acuerdo ha sido comunicado al Comité Mixto de Pensiones por los representantes del Secretario General en dicho Comité, a fin de que éste presente sus observaciones al respecto antes de su celebración, y considerando que el Comité Mixto de Pensiones ha comunicado al Secretario General que no existe objeción alguna para la celebración del Acuerdo :

SE ACUERDA LO SIGUIENTE :

Artículo 1

A partir del primer día del mes siguiente a la fecha de la firma del presente Acuerdo, la Organización de Aviación Civil Internacional (que en adelante se denominará el Organismo) acepta, sujeto a las disposiciones del presente Acuerdo,

los Estatutos de la Caja Común de Pensiones del Personal de las Naciones Unidas (que en adelante se denominarán los Estatutos) como aplicables a dicho Organismo y a su personal, y pasa a ser desde esa fecha una organización afiliada a la Caja Común de Pensiones del Personal de las Naciones Unidas (que en adelante se denominará la Caja).

Artículo 2

1) De acuerdo con el Artículo 2 de los Estatutos, el Organismo ha decidido que todo funcionario regular (excepto aquellos a quienes se haya notificado la terminación de sus servicios o que hayan renunciado en la fecha de ingreso del Organismo en la Caja) quedará sujeto a los Estatutos si presta servicio en virtud de un contrato de un año o de mayor duración, o cuando cumpla un año de servicio, a condición de que tenga menos de 60 años de edad al iniciar el empleo y de que su contrato de empleo no excluya su afiliación a la Caja de Pensiones.

2) El Secretario General del Organismo comunicará inmediatamente al Secretario del Comité Mixto de Pensiones del Personal de las Naciones Unidas los nombres y otros datos pertinentes que determine dicho Comité (que en adelante se denominará el Comité), relativos al personal que reúna las condiciones necesarias para la afiliación.

Artículo 3

1) Dentro de un mes a partir de la firma del presente Acuerdo, el Secretario General transmitirá al Secretario del Comité una lista completa del personal del Organismo, que reúna las condiciones necesarias para participar en la Caja, en la fecha efectiva de admisión del Organismo.

2) El período respecto al cual el afiliado incluido en dicha lista haya contribuido a la Caja de Previsión del Organismo se contará como período de afiliación, siempre que se haga la transferencia a la Caja con respecto a dicho período de afiliación, como dispone el párrafo 3 de este Artículo y siempre que, además, el Organismo pague a la Caja la suma adicional, que determine el Comité a base del informe de su actuario consultor, necesaria con respecto a las obligaciones contraídas por la Caja para computar dicho período como período de afiliación. Tal suma adicional será pagadera cuando el Comité informe al Organismo la decisión tomada al respecto.

3) Juntamente con el envío de la lista a que se hace referencia en el párrafo 1, el Organismo transferirá a la Caja, por cuenta de aquellas personas para las cuales haya comprado el período de afiliación y de acuerdo con el párrafo 2 de este Artículo, una cantidad igual al veintiuno por ciento de su remuneración sujeta a descuento percibida durante el período de afiliación a la Caja de Previsión.

4) La cantidad transferida por el Organismo a la Caja, en virtud del párrafo 3 de este Artículo, se empleará, hasta un máximo del doce por ciento de la remuneración sujeta a descuento percibida durante el correspondiente período de afiliación a la Caja de Previsión, como se dispone en los Estatutos respecto a las cantidades transferidas de la Caja de Previsión en el momento de ingresar en la Caja, con el entendimiento de que, respecto a aquellos afiliados que hayan contribuido a la Caja de Previsión del Organismo solamente con el cinco por ciento de su remuneración sujeta a descuento, se reembolse directamente al Organismo el dos por ciento de su remuneración sujeta a descuento por el período de que se trate, y el diez por ciento restante a los afiliados interesados.

5) Para determinar el período de afiliación de conformidad con este Artículo, el primero de marzo de 1948 será la fecha más remota a partir de la cual se podrá calcular el tiempo de servicio en el Organismo.

Artículo 4

1) Cualquier parte del período respecto del cual el afiliado, incluido en la lista mencionada en el párrafo 1 del Artículo 3 de este Acuerdo, haya contribuido a la Caja de Previsión del Personal de la Organización Provisional de Aviación Civil Internacional, se contará como período de afiliación, siempre que la transferencia se haga a la Caja con respecto a dicho período, como se dispone en el párrafo 2 de este Artículo, y siempre que el Organismo pague además a la Caja la suma adicional que determine el Comité (a base del informe de su actuario consultor) necesaria con respecto a las obligaciones contraídas por la Caja para considerar dicho período como de afiliación. Dicha suma adicional será pagadera cuando el Comité informe al Organismo acerca de la decisión tomada.

2) Dentro de un año a partir de la firma del presente Acuerdo, el Organismo transferirá a la Caja, por cuenta de aquellas personas para las cuales haya comprado el período de afiliación y de acuerdo con el párrafo 1 de este Artículo, una cantidad igual al veintiuno por ciento de su remuneración sujeta a descuento percibida durante la parte correspondiente del período de su afiliación en la Caja de Previsión del Personal de la Organización Provisional de Aviación Civil Internacional, más el interés compuesto del 2,5 por ciento anual, desde la fecha efectiva de admisión del Organismo.

3) La cantidad transferida por el Organismo a la Caja, de acuerdo con el párrafo 2 de este Artículo, se empleará, hasta un máximo del doce por ciento de la remuneración sujeta a descuento percibida durante el correspondiente período de afiliación a la Caja de Previsión de la OPACI, como disponen los Estatutos con respecto a las cantidades transferidas de la Caja de Previsión en el momento de ingresar en la Caja de Pensiones.

4) Para determinar el período de afiliación de conformidad con este Artículo, el primero de febrero de 1946 será la fecha más remota a partir de la cual se podrá calcular el tiempo de servicio en la OPACI.

5) El período de afiliación podrá determinarse de acuerdo con los Artículos 3 (2) y 4 (1), a fin de establecer un período ininterrumpido de afiliación que termine el día anterior a la fecha efectiva de admisión del Organismo.

Artículo 5

Todos los pagos que, de acuerdo con los estatutos, efectuó el Organismo a la Caja, serán considerados por dicho Organismo como deudas de carácter preferente, que se satisfarán inmediatamente después de que el Organismo haya pagado los sueldos que deba a su personal.

Artículo 6

1) Si por cualquier razón el Organismo interrumpe o deja de efectuar sus pagos a la Caja, en la forma establecida por los Estatutos, el Secretario del Comité informará inmediatamente este particular al Comité y éste determinará la fecha en que el Organismo será considerado en mora. El Comité efectuará una evaluación actuarial de la Caja a fin de determinar la cantidad necesaria para cubrir el déficit del Organismo, caso de haberlo, que muestre dicha evaluación, debiendo luego el Organismo pagar dicha suma a la Caja.

2) En lo sucesivo, en caso de que un afiliado al servicio del Organismo fallezca o termine su empleo en la fecha en que dicho Organismo incurra en mora, se abonará al afiliado en cuestión, o a su beneficiario, el equivalente actuarial de los beneficios a que tendría derecho — de acuerdo con el Artículo 10 de los Estatutos — si hubiese terminado su empleo en la fecha de incurrir en mora.

3) Tan pronto como el Organismo haya efectuado la contribución adicional necesaria, determinada por la evaluación actuarial, para restablecer a cada afiliado que permanezca al servicio del Organismo, mientras éste se halle en mora, su período de afiliación anterior y posterior a la mora, todo afiliado perderá sus derechos eventuales al beneficio previsto en el inciso anterior, para beneficiarse, en su lugar, de todos los derechos que tendría un afiliado a la Caja cuyo período de afiliación se calculase, conforme a los Estatutos, a partir de la última fecha de afiliación anterior al momento en que el Organismo incurrió en mora.

Artículo 7

1) El Organismo proporcionará al Comité, a solicitud de éste, la información basada en los correspondientes libros y registros, relativa a los afiliados, escalas de sueldos, cambios de sueldo, remuneración pagada sujeta a descuento y deducciones hechas a la misma.

2) Entre el Organismo y el Secretario del Comité, previa aprobación del Comité, se acordará el procedimiento relativo a la notificación, comprobantes

y envío de las contribuciones que, de acuerdo con los Estatutos, sean pagaderas a la Caja por el Organismo y su personal afiliado a la Caja, así como respecto a las demás cuestiones administrativas necesarias para regular la aplicación del presente Acuerdo.

3) El Organismo, en consulta con el Secretario del Comité, proporcionará a su personal la información relativa a los Estatutos de la Caja y a su aplicación.

Artículo 8

El presente Acuerdo, cuyos textos en español, inglés y francés son igualmente auténticos, se firma por duplicado en cada uno de estos idiomas el día 28 de febrero del año 1951.

Por las Naciones Unidas :

(Firmado) Byron PRICE
Secretario General in funciones

Por la Organización de Aviación
Civil Internacional :

(Firmado) Albert ROPER
Secretario General